



La feuille de route d'Unifor pour une relance économique équitable, inclusive et résiliente

SOMMAIRE EXÉCUTIF

Les mesures de santé publique prises pour faire face à la pandémie de coronavirus ont provoqué le ralentissement économique le plus sévère depuis au moins 60 ans. La reconstruction de l'économie nécessitera un effort tout aussi sans précédent.

Il est tentant de vouloir revenir au statu quo, et de penser qu'un retour à la situation antérieure serait un soulagement, mais de nombreuses crises faisaient rage avant que la pandémie ne s'installe et risquent de s'aggraver si rien n'est fait. L'inégalité des revenus, un filet de sécurité sociale inadéquat et les changements climatiques ne sont que trois des crises auxquelles il faut s'attaquer.

Au-delà d'un simple retour à la situation antérieure, il est impératif que le Canada remanie ses programmes économiques, ses infrastructures sociales et ses services publics afin de bâtir une économie inclusive, plus équitable et plus résiliente. L'objectif des gouvernements doit être d'investir dans le partage de la prospérité avec les travailleuses et travailleurs, et de parvenir à la justice économique pour les groupes historiquement marginalisés.

Le gouvernement a prouvé qu'il peut agir rapidement et avec agilité afin d'éviter la ruine économique. Cette leçon ne doit pas être perdue. Même avec les mesures que le gouvernement a prises pour protéger les personnes et les entreprises de la ruine financière dans la première phase de cette pandémie, il faudra faire bien plus pour mettre l'économie et les travailleurs canadiens sur la voie de la santé et de la prospérité.

Mettre en place un système de sécurité du revenu qui protège tous les travailleurs et travailleuses

La sécurité du revenu signifie que les besoins fondamentaux de chaque individu au Canada sont satisfaits en tout temps, mais cet objectif n'est pas atteint. Par sa réponse à cette crise, le gouvernement a montré que la sécurité du revenu et la réduction de la pauvreté sont en grande partie des actes de volonté politique. Le Canada a les moyens d'assurer la sécurité du revenu pour tous. Le gouvernement fédéral a pris des mesures audacieuses pour protéger le plus grand nombre possible de personnes de la ruine financière. La Prestation canadienne d'urgence (PCU) a directement répondu à l'insuffisance de l'assurance-emploi (AE) et à d'autres mesures pour soutenir des millions de travailleuses et travailleurs. La pandémie a mis en évidence le fait que notre filet de sécurité sociale était inadéquat bien avant cette crise.

Unifor a formulé sept recommandations pour améliorer le système de sécurité du revenu. Elles comprennent: un salaire minimum d'au moins 15 \$ et correspondant à 60 % du salaire horaire médian des travailleuses et travailleurs à temps plein; des normes d'emploi et une législation du travail plus strictes pour assurer une stabilité aux travailleuses et travailleurs afin que tout le monde soit couvert; des changements permanents au programme d'AE pour élargir l'admissibilité, l'accès et les prestations; plus de temps de loisir et un meilleur équilibre entre la

vie personnelle et la vie professionnelle; le déploiement de l'Allocation canadienne pour le logement à travers le pays; la promotion de la sécurité de la retraite; et la conception d'un système de sécurité du revenu, utilisant la PCU comme nouveau seuil de revenu, qui garantit qu'aucun individu ou famille ne vit avec un revenu inférieur à ce seuil. Cette conception serait le fruit d'une collaboration entre plusieurs parties prenantes.

Il est temps de rebâtir en mieux et de créer un système de sécurité du revenu qui protège les travailleuses et travailleurs canadiens.

Bâtir l'économie en mettant l'accent sur les emplois verts et la décarbonisation

Le secteur énergétique canadien est coincé entre la chute de la demande de pétrole due à la pandémie – qui a atteint son niveau le plus bas depuis 25 ans – et une surabondance de pétrole causée par une guerre mondiale des prix. Quelques semaines à peine après le début de la crise de la COVID-19, les images du rétablissement de l'environnement ont commencé à inonder les médias sociaux, suggérant que ce rétablissement pourrait être le point positif de la crise. Ce bénéfice a été obtenu à un prix terriblement élevé. Les dommages économiques et le bilan pour les travailleuses et travailleurs du monde entier sont incalculables. Les travailleuses et travailleurs ont eu un aperçu critique de ce qui pourrait arriver si les gouvernements ne sont pas préparés à l'avance. Si le Canada veut respecter ses engagements en matière de changement climatique, les dirigeants doivent également mettre en place les mesures nécessaires pour déclencher un cycle vertueux qui profite à la fois à l'environnement et aux travailleuses et travailleurs.

Le gouvernement doit mettre en place un programme ciblé de soutien à l'industrie et un fonds fédéral pour une transition juste; étendre le Fonds pour l'infrastructure de transport en commun dans le cadre d'une stratégie nationale pour le transport en commun; soutenir la fabrication de véhicules électriques à émission zéro (VEZ) au Canada par le biais d'une stratégie nationale pour l'automobile et développer une infrastructure de bornes de recharge; établir un mécanisme de financement pour les projets de rénovation écologiques; tirer parti de la force du Canada en matière de matériaux verts et légers pour des infrastructures plus écologiques; développer un programme de formation aux emplois verts; instituer un modèle tripartite pour les groupes consultatifs et les organismes de surveillance en ce qui concerne la transition verte et les questions climatiques; et réorienter les systèmes de soutien à l'emploi et les certifications aux emplois verts.

Aucun travailleur ne devrait subir de revers économique à cause du changement climatique, que ce soit en raison d'événements climatiques ou de la progression vers un monde écologiquement durable.

Rebâtir les infrastructures essentielles du Canada

Les infrastructures essentielles ont joué un rôle important dans la reprise après la grande dépression des années 1930 et peuvent également jouer un rôle important dans la reprise après cette crise économique, si nous élargissons considérablement la définition des infrastructures essentielles. Les transports publics, les soins de santé et les services de garde d'enfants jouent un rôle tout aussi important dans l'économie canadienne que les routes et les ponts. La mise en place de ces systèmes peut créer des milliers de bons emplois tout en fournissant des services vitaux aux travailleuses et travailleurs, et en constituant l'épine dorsale de l'économie canadienne pour les cent prochaines années.

Les gouvernements de tout le Canada doivent choisir des options politiques qui permettront à la fois d'atténuer les difficultés à court terme et d'assurer une forte reprise. Ces plans comprennent des investissements audacieux dans les infrastructures essentielles afin d'établir un système de soutien solide pour les travailleuses et travailleurs canadiens, de créer de bons emplois et de positionner le pays pour la stabilité et la prospérité dans une économie nouvellement transformée. Le gouvernement doit fonder ces plans et programmes sur des principes d'équité et d'inclusion afin de créer des emplois stables et de qualité pour les personnes ayant des besoins divers et de fournir des services publics de qualité accessibles à tous.

Unifor recommande de se concentrer immédiatement sur un certain nombre de projets d'infrastructures essentielles afin de bâtir les assises de l'économie canadienne pour les 50 prochaines années. Ces projets comprennent: un régime universel d'assurance-médicaments, des services de garde d'enfants abordables et universels, des soins de longue durée accessibles et de grande qualité, un accès à Internet garanti pour tous, des logements abordables, des programmes de formation et d'acquisition de compétences financés par le gouvernement fédéral, la fin des avis concernant l'eau potable dans les communautés autochtones, et la réparation et l'amélioration des infrastructures existantes.

Rebâtir la capacité industrielle intérieure

Dans les jours qui ont suivi le déclenchement de la pandémie, il est rapidement devenu évident que le Canada était confronté à une pénurie de biens et de services. L'accès à tout, des équipements de protection individuelle aux biens de consommation essentiels comme les savons et les désinfectants pour les mains, est devenu une préoccupation. La sécurité alimentaire était également une préoccupation... Alors que le confinement se poursuivait et que les programmes d'intervention du gouvernement étaient mis en œuvre, une autre pénurie critique est apparue clairement: les services et le soutien à la clientèle. Bon nombre de personnes ont passé des heures, voire des jours, à essayer d'accéder à des lignes d'assistance pour obtenir des réponses sur l'assurance-emploi, les demandes de la PCU et d'autres aides financières. Cette crise nous a montré que le maintien et la promotion de la capacité industrielle nationale est autant un bien public qu'autre chose.

Le gouvernement doit reconstruire la capacité industrielle intérieure en procédant à un examen critique des obligations internationales en matière de commerce et d'investissement; créer des stratégies industrielles complètes, notamment dans les services et le soutien à la clientèle, l'automobile, l'aérospatiale et la foresterie pour commencer; mettre en œuvre des mesures pour protéger les chaînes d'approvisionnement de biens et de services essentiels, en particulier la chaîne d'approvisionnement alimentaire; semer à nouveau les graines de la capacité industrielle dans des secteurs de croissance ciblés comme les soins de santé et la biomédecine; réactiver les capacités vacantes; et élargir le programme de retombées technologiques industrielles pour s'engager à intégrer un contenu canadien dans tous les projets de marchés publics.

Les responsables gouvernementaux ont la possibilité et l'obligation morale de créer une économie plus équitable, plus juste, plus résiliente et plus durable.

Conditions strictes et exécutoires à appliquer aux programmes de soutien aux entreprises

Les plans de sauvetage ciblés des entreprises ont joué un rôle important dans la relance du Canada après la récession de 2008-2009. Les États-Unis et une grande partie de l'Europe ont également beaucoup compté sur les mesures dites de « renflouement », notamment dans les secteurs financiers et bancaires durement touchés.

Malheureusement, le milieu des entreprises s'est redressé bien plus rapidement que le marché du travail dans son ensemble. Alors que les actionnaires et les dirigeants d'entreprise ont récupéré leur valeur perdue, les travailleuses et travailleurs et les familles ont connu de longues périodes de chômage, des salaires stagnants, des emplois précaires et un système de sécurité du revenu insuffisant. Cette fois, le programme doit être amélioré.

Le gouvernement doit veiller à ce que tout programme de soutien aux entreprises soit fourni par le biais d'instruments de dette ou de capitaux propres et à ce que les programmes imposent des limites aux salaires des dirigeants, aux dividendes et aux rachats d'actions. Le gouvernement doit exiger un plan de développement durable de l'environnement, limiter les réductions de salaire des travailleuses et travailleurs non cadres, et établir des garanties de protection de l'emploi afin d'éviter des mises à pied dues aux restructurations et aux délocalisations. Tout investissement en capital rendu possible par le soutien du gouvernement doit inclure un contenu canadien lors de l'achat d'équipement ou de la réalisation d'investissements en capital. Les programmes de soutien doivent inclure une clause de neutralité syndicale et empêcher les bénéficiaires d'accéder aux pensions des employés pour des liquidités à court terme.


Les travailleuses et travailleurs ne doivent pas être privés des avantages des investissements que le gouvernement fera dans des entreprises individuelles ou des industries entières. Les travailleuses et travailleurs doivent être considérés comme des partenaires qui permettront à de nombreuses industries de retrouver leur santé financière. Ils méritent une récompense égale pour leurs efforts.

Il est temps de rebâtir en mieux

Le pays est confronté à un choix important: continuer sur la voie de l'inégalité et de la cupidité ou orienter notre effort collectif vers la résolution des problèmes urgents d'aujourd'hui. Alors que le Canada s'achemine vers la relance économique, celle-ci doit profiter à tous, et pas seulement aux quelques riches.

En reconstruisant l'économie, il est possible de bâtir un monde meilleur, avec moins d'inégalités, plus de sécurité du revenu, moins de travail précaire et plus d'emplois stables et de qualité; un monde avec moins de catastrophes liées au climat et plus de régénération de l'environnement.

Les recherches sur les reprises antérieures montrent qu'une action gouvernementale forte pour mettre en place des programmes et des infrastructures est le moyen le plus rapide de rebâtir une économie après une crise. En se concentrant sur l'élimination des crises qui existaient déjà, le gouvernement peut bâtir une économie équitable, inclusive et résiliente qui profite à tous les travailleurs et travailleuses du pays.



« Les recherches sur les reprises antérieures montrent qu'une action gouvernementale forte pour mettre en place des programmes et des infrastructures est le moyen le plus rapide de rebâtir une économie après une crise. En se concentrant sur l'élimination des crises qui existaient déjà, le gouvernement peut bâtir une économie équitable, inclusive et résiliente qui profite à tous les travailleurs et travailleuses du pays. »